

Un 8 mars international

Autor(en): **Klein, Sylviane**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **81 (1993)**

Heft 4

PDF erstellt am: **17.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-280284>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

«Ni haine ni compassion»

«Au début, je ne voulais pas quitter cette famille. Puis, grâce à ma tante et aux psychologues qui travaillent avec Las Abuelas, j'ai compris le mal que ces gens m'avaient fait en me volant mon identité et en me disant qu'ils m'avaient adoptée parce que j'étais une enfant abandonnée. Ce qui est le plus grand mensonge que l'on puisse dire à un enfant.»

«Ce que je ressens désormais à leur égard? Ni haine ni compassion. Pourquoi suis-je venue témoigner à la Commission des droits de l'homme? Pour dire que cela ne doit plus jamais se reproduire et surtout

pour rappeler que si cinquante-quatre enfants ont pu être retrouvés (dont sept morts) grâce à la persévérance des Mères et grand-mères de la place de Mai, plus de quatre cents enfants manquent toujours à l'appel de leur famille. Pour rappeler aussi que les coupables de ce crime atroce ont été amnistiés. Je dois vous dire également que j'ai eu les pires difficultés pour sortir de mon pays, qui pourtant vit en pleine démocratie, car le juge ne m'a permis de m'absenter que pendant quinze jours. Une sorte de liberté sous surveillance», conclut-elle tristement.

Le monde serait-il moins cruel si les femmes voyaient enfin les valeurs en lesquelles elles croient – la tolérance et le dia-

logue, non la confrontation – triompher? C'est ce qu'a laissé entendre la ministre de la Condition féminine de la Nouvelle-Zélande, Jenny Shipley, pour qui les femmes devraient jouer un rôle plus important au sein des organismes onusiens qui s'occupent des droits de la personne.

Luisa Ballin,
correspondante au Palais des Nations

* Note de la rédaction: nous aurions évidemment préféré que l'on parle du droit de l'être humain, d'ambassadrice pour les droits de la personne, etc., mais nous sommes tenus de respecter l'authenticité des paroles prononcées et des nomenclatures officielles.



Une journée placée sous le signe de la solidarité. Ci-dessus le cortège genevois, masques et femmes en noir.

Un 8 mars international

La Journée internationale des femmes a été diversement célébrée à travers le monde, marquée sans conteste par la solidarité avec les femmes de Bosnie. Lecture de presse des principales manifestations du 8 mars dernier.

A Genève, elles étaient plus de cinq cents à manifester devant le Palais des Nations. Elles ont remis au président de la Commission des droits de l'homme une pétition exigeant que le viol en temps de guerre soit reconnu comme «crime contre l'humanité» et que l'enquête soit menée par une femme.

Même combat et mêmes revendications en Allemagne, où plusieurs organisations féministes ont également exprimé leur solidarité. L'Internationale socialiste a exigé que les viols liés à la guerre soient reconnus comme «un motif légitime de droit à l'asile». A Stuttgart, des représentantes d'Amnesty International énonçaient les mêmes demandes.

Dans plusieurs villes d'Italie, des mouvements féministes, pacifistes et syndicaux

sont descendus dans la rue pour protester contre les viols collectifs.

A Strasbourg, près de deux cents personnes, silencieusement, soutenaient cette même cause sur le parvis du Palais de l'Europe. La secrétaire générale du Conseil de l'Europe, Catherine Lalumière, et les ambassadeurs des vingt-six Etats membres ont observé une minute de silence au milieu des manifestants vêtus symboliquement de noir.

En Turquie, quelques centaines de femmes protestaient à Ankara devant le bureau de l'ONU, où elles ont déposé une «couronne mortuaire» en guise de deuil.

A New York, le secrétaire général de l'ONU, Boutros-Ghali, a dénoncé dans un message la «violence sexuelle» contre les femmes, une «abomination symptomatique des nouvelles tactiques vicieuses utilisées dans certains pays comme une arme de guerre pour dégrader et humilier des populations entières».

Soulignant qu'il attendait beaucoup de la Quatrième conférence mondiale sur les femmes qui doit se tenir à Pékin en 1995,

M. Boutros-Ghali a ajouté: «J'espère que, bien avant cette date, la communauté internationale aura pris des mesures pour mettre fin à ce regain de barbarie et punir les responsables.» Il a également rappelé que, pour le cinquantième anniversaire de l'organisation, en 1995, il s'est fixé comme objectif d'atteindre une proportion de femmes occupant des postes d'administratrice au sein de l'ONU égale à celle des hommes.

Europe

A Bruxelles, à l'occasion de la Journée internationale des femmes, le groupe socialiste du Parlement européen a publié des statistiques sur le nombre des femmes siégeant dans les parlements des douze pays membres de la CEE proportionnellement à leur population. La Grèce (4,3%), la France (5,7%) et le Portugal (7,6%) sont les états qui arrivent en queue de liste. En tête se trouvent le Danemark (33%), les Pays-Bas (25%), l'Allemagne (20,7%) et la Belgique (19%). Quant aux autres pays, ils se situent dans une fourchette de 8,7% à 14,6%.

Le groupe socialiste du Parlement (composé d'une majorité d'hommes) n'a fait aucun commentaire. A noter que le Parlement européen ne compte à ce jour que 20% de femmes parlementaires.

Une centaine de femmes ont protesté sur la place Saint-Pierre à Rome contre la récente lettre du pape Jean-Paul II invitant les femmes violées de Bosnie à ne pas avorter et à pardonner à leurs bourreaux. Dans une salle, à quelques mètres de là, des femmes catholiques participant à un congrès diocésain ont défendu l'initiative du souverain pontife. La présidente de l'Action catholique de Rome, Mme Emma Cavallaro, a qualifié «d'ignobles exploitations» les protestations «de groupuscules» de femmes contre la lettre de Jean-Paul II.

A Moscou, c'est par un concert de casse-roles, de poêles et de cuillères qu'a été célébrée la journée du 8 mars. Au milieu d'une foule de plus d'un millier de personnes, des femmes – relativement âgées pour la plupart – ont protesté contre la pénurie et la pauvreté engendrée par la politique de celui qu'elle nomme «le boucher du peuple russe», Boris Eltsine.

Amérique latine

Le président argentin a signé à l'occasion de cette journée un décret obligeant les partis politiques à inclure 30% de femmes sur leurs listes de candidat-e-s à toutes les fonctions publiques.

Quant aux Colombiennes, elles seront obligées d'effectuer un service militaire de douze à vingt-quatre mois quand les circonstances l'exigeront et que le gouvernement le décidera. C'est ce que vient de ratifier le président Cesar Gaviria en promulguant cette nouvelle loi au lendemain du 8 mars (!).

A Guatemala City, quelque cinq cents Indiennes ont défilé dans les rues pour réclamer la «fin de la répression et du recrutement militaire qui déchirent les familles».

Les grandes villes brésiliennes ont été le théâtre de nombreuses manifestations pour dénoncer les discriminations dont sont victimes les femmes. Le droit à l'avortement, reconnu uniquement en cas de danger de mort pour la mère, était la préoccupation principale des Brésiliennes dont six millions avortent clandestinement chaque année.

Au Honduras, la députée de l'opposition Rosario Godoy, a été décorée par le Mouvement des femmes pour la paix pour sa lutte contre le trafic des enfants.

A Mexico quelque deux mille Mexicaines ont manifesté dans le centre de la capitale pour réclamer le droit à l'avortement et dénoncer le harcèlement sexuel.

Tapant sur des casseroles, cinq cents Boliviennes ont dénoncé dans les rues de La Paz la politique néolibérale du gouvernement et réclamé de meilleurs salaires.

Cuba, enfin, qui s'est contenté d'une Conférence internationale sur la condition féminine à l'Académie militaire de La Havane.

Monde musulman

Un an après la dissolution du Front islamique du salut (FIS), des pionnières de la libération de la femme en Algérie ont déclaré que leur situation n'a guère évolué. «Aucune loi, aucun texte réglementaire n'est venu conforter, sécuriser et protéger la femme, qui continue de subir les pressions conjuguées du joug de la misère, de l'obscurantisme et de l'analphabétisme», déclare Anissa Bouhadeff, responsable des Droits de la personne au Front des forces socialistes. Selon les statistiques officielles, seules 350 000 femmes travaillent, soit 8,2% de la force de travail du peuple algérien.

A Alger, un groupe de femmes a offert symboliquement un bouquet de fleurs à une patrouille de la police en guise de remerciement pour les avoir sauvées de leurs «ennemis mortels», les islamistes.

L'intégrisme religieux a également été mis en cause en Afghanistan où un groupe de femmes a publié, à Islamabad, un communiqué critiquant les factions moudjahidines fondamentalistes qu'elles rendent res-

ponsables des destructions commises dans leur pays.

Ailleurs dans le monde

Défilant dans les rues de Mogadiscio, quelque trois cents Somaliennes ont réclamé une «réconciliation pacifique du peuple de Somalie».

Enfin, à Manille, aux Philippines, les députées ont symboliquement pris la direction de la Chambre des représentants pour marquer la Journée de la femme. Le président de la Chambre basse a cédé pour quelques heures sa place à une présidente et l'ordre du jour a été consacré à des questions comme le divorce, les femmes battues et la prostitution.

Le formidable mouvement de solidarité qui s'est ébranlé les 3 et 10 mars en faveur de l'accession d'une femme à la succession de René Felber a démontré que, rassemblées, les femmes constituent un pouvoir dont nos mâles dirigeants feraient bien de tenir compte dans leurs ambitions futures. L'importance, qui va en s'amplifiant, des manifestations organisées par des mouvements féministes et féminins du monde entier lors des Journées internationales de la femme en apporte une preuve concrète.

Relevé dans la presse
par Sylviane Klein

Aux Eaux-Vives,
avenue de Frontenex 34
l'agence de la Banque hypothécaire
du canton de Genève, votre banque cantonale,
est ouverte également le samedi matin.
Madame Maria Trunz,
chef de notre agence et ses collaboratrices
seront heureuses de vous accueillir.

BCG 